

Le front de gauche est signataire avec ses composantes de l'appel « Notre santé en danger » dont la coordination est aussi co-initiatrice.

Notre positionnement est très clair sur les différents aspects de votre courrier.

Nous sommes pour un moratoire immédiat des restructuration hospitalières et contre les fermetures d'activités, de services, d'établissement dans la période. C'est aussi le cas pour les centres d'IVG.

Nous sommes clairement pour l'abrogation de la loi Bachelot-HPST, il n'est pas question pour nous de s'accommoder dans la majorité des textes combattus lorsque l'on est dans l'opposition... .

Nous voulons mettre en place une véritable démocratie participative ascendante à partir des cantons ou des agglomérations avec des conseils territoriaux tri partites.

Concernant la réduction des inégalité territoriales d'accès aux soins, nous voulons mettre la réponse aux besoins de santé, à l'accès aux soins comme prioritaire dans notre programme sanitaire et social. Partir des besoins et non de l'offre de soins est une démarche déterminante pour réduire les inégalités. Nous voulons aussi mettre en place un maillage du territoire national réduisant les déserts médicaux et sanitaires. Notre proposition de remboursement à 100% par la sécurité sociale réduit aussi le renoncement aux soins qui a augmenté dangereusement dans notre pays durant le quinquennat.

Concernant la densité médicale, nous nous prononçons pour une augmentation sensible immédiate et pérenne sur la mandature législative du nombre d'étudiante et étudiant en seconde année de médecine, il faut passer à 9500 et cela durant 5 ans au moins. Il faudra aussi engagé un travail de coopérations entre professionnels et des mesures incitatives pour réorienter les médecins exerçant hors des soins (expertises pour société assurantielle par exemple) vers une pratique soignante au moins durant la période transitoire de 10 ans jusqu'à la sortie des nouvelles promotions augmentées de médecins.

Nous sommes pour la suppression de la Tarification à l'Activité (T2A) et de la convergence tarifaire Public-privé qui est contre nature. Nous sommes aussi pour la suppression des partenariats public-privé qui sont de fait un détournement de l'argent de la protection sociale pour le profit des majors du BTP et des banques.

Nous sommes engagés depuis l'origine dans le collectif contre les franchises. Nous sommes donc très normalement pour leur suppression. Notre proposition de remboursement à 100% par la sécurité sociale stoppe le transfert vers les complémentaires de la couverture des risques santé et supprime les dépassements d'honoraires.

Nous proposons un financement de la protection sociale basé sur la cotisation. Nous rejetons la TVA qui ne peut être sociale étant l'impôt indirect le plus injuste, nous sommes aussi opposés à une augmentation de la CSG et à toute forme de fiscalisation du financement de la protection sociale. Nous proposons une modulation des cotisations avec une sur cotisation pour les entreprises qui privilégient les revenus financiers plutôt de l'emploi qualifié et l'augmentation des salaires. Nous proposons aussi une cotisation sur les revenus financiers des entreprises à la hauteur de la cotisation employeur.

Notre proposition concernant la perte d'autonomie est une prise en charge à 100% pour les soins dans une conception large du terme et un développement des services publics du logement, de l'habitat, des services à la personne pour compléter les soins.

Concernant les procédures d'installation des médecins, nous proposons un renforcement des mesures incitatives pour améliorer le maillage du territoire national et le développement des centres de santé y compris dans la ruralité et les quartiers péri urbains. Il faut en finir avec les déserts sanitaires et les pertes de chance de populations entières.

Enfin, notre proposition d'asseoir le financement de la protection sociale sur des cotisations permet de renforcer la nécessité de revenir à des élections des administratrices et administrateurs des caisses de sécurité sociale. C'est une étape indispensable de la démocratie sanitaire à construire.